

## Sécurité routière : le déficit de financement freine les progrès dans les pays à revenu faible et intermédiaire

*Les banques multilatérales de développement appellent à une collaboration renforcée et se tournent vers le marché de la finance durable pour augmenter les investissements et sauver des vies*

---

**MARRAKECH, 18 février 2025** - La sécurité routière mondiale souffre d'un déficit critique de financement qui ralentit les progrès nécessaires pour réduire de moitié le nombre de morts et de blessés sur la route d'ici à 2030. Chaque année, les accidents de la circulation tuent 1,19 million de personnes dans le monde, causent des invalidités permanentes chez des millions d'autres et entraînent des répercussions économiques considérables.

Ce sont les pays à revenu faible et intermédiaire qui paient le plus lourd tribut, avec 92 % des décès dans le monde, alors même qu'ils ne possèdent que 60 % environ du parc mondial de véhicules et 10 % seulement du réseau routier interurbain asphalté. Un écart alarmant qui souligne l'urgence de remédier à cet enjeu mondial de santé publique dont le coût économique est élevé.

Cette situation a été au centre d'une réunion aujourd'hui du Groupe de travail des banques multilatérales de développement sur la sécurité routière<sup>1</sup>, qui s'est tenue à Marrakech (Maroc), à l'occasion de la [quatrième Conférence ministérielle mondiale sur la sécurité routière](#) (a). Les discussions ont mis en évidence le besoin urgent d'investissements à grande échelle dans la sécurité routière afin d'obtenir des effets significatifs et mesurables à long terme, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Afin de combler le déficit de financement et de faire progresser les initiatives en faveur de la sécurité routière dans le monde entier, les banques multilatérales de développement ont appelé à une collaboration renforcée entre les gouvernements nationaux, les partenaires du secteur privé et la communauté internationale des bailleurs de fonds. Le recours à des prêts basés sur les résultats et à l'appui de réformes, ainsi que le développement des obligations et prêts durables, sont des outils essentiels pour débloquer de nouveaux financements et faire en sorte que les politiques et projets de sécurité routière produisent des bienfaits tangibles pour tous les usagers de la route. Ces mécanismes s'inscrivent dans le droit fil des efforts déployés à l'échelle mondiale pour atteindre l'objectif des Nations Unies visant à réduire de moitié le nombre de décès dus aux accidents de la route d'ici à 2030.

---

<sup>1</sup> Ce groupe de travail est composé des membres suivants : Groupe de la Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF), Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Banque européenne d'investissement, Banque interaméricaine de développement, Banque islamique de développement, Nouvelle Banque de développement et Groupe de la Banque mondiale.

Entre 2018 et 2024, les banques multilatérales de développement ont travaillé en étroite collaboration avec les gouvernements pour mobiliser plus de **6 milliards de dollars** de financements destinés à la sécurité routière dans les pays à revenu faible et intermédiaire, avec à la clé une réduction significative du nombre de tués et de blessés. Ces investissements ont permis d'améliorer l'infrastructure routière, de réduire les risques d'accidents et de déployer des technologies innovantes.

Toutefois, comme le note un rapport récent intitulé [\*Financing Road Safety: Catalyzing the Sustainable Finance Market to Bridge the Gap\*](#), les mécanismes de financement traditionnels s'avèrent insuffisants pour répondre aux défis posés par la crise mondiale de la sécurité routière. Fruit de la collaboration de plusieurs institutions mondiales, ce rapport met en avant les instruments nouveaux et émergents qui pourraient permettre de mobiliser des capitaux privés pour financer des améliorations essentielles en matière de sécurité routière.

Compte tenu de la demande croissante d'investissements dans les réseaux routiers et les transports urbains, les banques multilatérales de développement envisagent une hausse de leurs financements dans le domaine de la sécurité routière à hauteur de **10 milliards de dollars** au cours de la prochaine décennie. Le renforcement de la sécurité routière passe cependant par un engagement commun, les gouvernements nationaux assurant un rôle central en ce qu'il leur revient de prioriser ces investissements dans le cadre de leurs politiques de transport, d'application de la loi et de santé. Le financement durable peut soutenir et compléter les efforts des pays, en veillant à ce que la sécurité routière reste une priorité stratégique dans les plans nationaux de développement des infrastructures.